



**Jour  
J-145**

**REFORME DES FINANCES PUBLIQUES**

**Basculement du Budget des  
moyens au Budget-Programme**

# **BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF**

**08/08/2019**



Message à la Nation du Chef de l'État <sup>P 2</sup>

**Ouattara: “ En huit ans, nous  
avons quasiment tout doublé ”**

Agoa 2019

P10

## **Les recommandations**

SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE

P11

**Alassane Ouattara annonce de bonnes nouvelles aux Ivoiriens**

Vers un retour au prix bord-champ de 1000 fcfa le kg de cacao  
Le budget du Psgouv attendu à 1000 milliards fcfa d'ici à fin 2019

## Option

## Les choses sont claires...

C'est le sage de Marcory, Amadou Hampâté Bâ, qui enseigne: «Ce qui de l'obscurité vient vers la lumière, finira par être discerné.» On n'a donc pas besoin d'écarter les yeux pour tenter de voir dans la pénombre et faire des devinettes. Encore qu'écarter les yeux n'a jamais amélioré le regard... Le Président de la République a annoncé, mardi, des modifications de la Constitution. «Il y a de petites choses qui méritent d'être adaptées» a-t-il précisé. Tout en indiquant que ces changements ne s'inscrivent pas dans une intention de recaler une quelconque candidature.

A peine le Chef de l'Etat a-t-il prononcé ces phrases que quelques béotiens et profanes, de manière bien tendancieuse, s'époumonent déjà. Quand certains affirment que cette modification vise à lui permettre d'être candidat à la présidentielle de 2020, d'autres soutiennent que cette modification à venir concernerait la limite d'âge par le haut qui pourrait être fixée à 80 ans, dans le but d'éliminer de la course le président du Pdcî-Rda, Henri Konan Bédié, qui aura 86 ans en 2020. Pourtant, les choses sont claires. D'une part, parce que comme le précise l'article 177 de la Constitution, l'initiative de la révision de la Constitution appartient concurremment au Président de la République et aux membres du Parlement. Le Chef de l'Etat peut donc, à tout moment, dans l'in-

PAR  
AMÉDÉE ASSI

térêt de la nation, soumettre à des modifications la loi fondamentale. Et s'il y a des choses à y revoir, pourquoi ne devrait-il pas le faire? Pourquoi penser forcément qu'il s'agit d'éliminer un candidat?

D'autre part, sur la question de sa propre candidature, le Président a toujours été catégorique et il l'a répété à l'occasion de l'interview qu'il a accordée mardi à la Rti: «Je suis en parfaite santé selon mes médecins et la Constitution me permet de faire deux autres mandats. Au moment opportun, je me prononcerai sur ma candidature.» Pourquoi la modifierait-il, lui pour qui la Constitution doit toujours être générale et impersonnelle?

Quel va être le mode opératoire de cette modification constitutionnelle? Là aussi, il n'y a pas à spéculer et à se lancer dans de grandes théories, puisque deux options s'offrent au Président de la République: la voie référendaire et la voie parlementaire comme l'indique l'article 177 suscitée. Personnellement, ma préférence va à la consultation du Parlement (Assemblée nationale et Sénat) réuni en Congrès, pour une question de célérité et de commodités pratiques d'organisation d'une telle révision.

Si la dernière option était choisie par le Chef de l'Etat, il faut savoir que le projet de révision ne sera adopté que s'il réunit la majorité des deux tiers des membres du Congrès effectivement en fonction. Et ce texte portant révision constitutionnelle par voie parlementaire qui sera promulgué par le Président de la République et publié au Journal officiel de la République de Côte d'Ivoire aura la même valeur que s'il avait été adopté par référendum.

Pour l'heure, intériorisons l'appel que le Président de la République nous a lancé pour la promotion du langage d'apaisement et d'union. Car, dans tous les cas, si en 2020, les leaders des trois grands partis politiques ivoiriens (Rhdp, Pdcî-Daoukro, pardon Pdcî-Rda et Fpi) ne sont pas candidats à l'élection présidentielle, la Terre ne va pas arrêter de tourner.

Surtout que comme le dit si bien le Président Ouattara, «nous devrions réfléchir à ce que nous pouvons donner à notre pays, au-delà d'un certain âge».

## Message à la Nation du Chef de l'État Ouattara: « En huit ans, nous avons quasiment tout doublé »

Le Président de la République a accordé, mardi, à la place du traditionnel message à la nation, une interview à la Radiodiffusion télévision ivoirienne pour dresser un bilan de son action à la tête de l'Etat. Il a également évoqué avec Brou Aka Pascal des sujets d'actualité. Notamment la recomposition de la Cei, la rencontre Bédié-Gbagbo et la présidentielle de 2020.

**Comment vivez-vous personnellement la commémoration de ce moment historique pour notre pays ?**

Merci beaucoup cher frère et chers compatriotes ! Evidemment, la fête de l'indépendance est un grand moment pour chaque Ivoirien. Je suis très ému, c'est le 59<sup>e</sup> anniversaire, c'est un moment important pour chacun de nous. Je suis très heureux de l'opportunité que vous m'accordez de faire un bilan de mon action depuis huit ans. Je commencerai par saluer tous mes compatriotes et leur souhaiter une excellente fête de l'indépendance. Je voudrais surtout leur dire que c'est grâce à notre union que nous en sommes arrivés là. J'ai une pensée particulière pour le Père de la Nation, le Président Félix Houphouët-Boigny. Je félicite d'ailleurs la Rti qui a passé ces temps-ci des séquences des précédentes fêtes de l'indépendance. C'était vraiment émouvant. Voyez-vous, 59 ans, ce n'est pas rien. Nous avons bénéficié de la sagesse du Président Houphouët-Boigny pendant des décennies. Nous aurons un grand défilé militaire demain (le 7 août Ndir), ce sera l'occasion de montrer que le pays est bien tenu et que nous avons des forces armées déterminées à faire en sorte que le pays continue dans la stabilité.

**59 ans d'indépendance et huit ans que vous êtes aux commandes du navire. Quel est l'état actuel du pays ?**

La Côte d'Ivoire aujourd'hui va bien. Ce n'était pas le cas en 2011 quand j'arrivais aux commandes. Le pays va bien et cela s'apprécie à travers toutes ces indications de satisfaction par rapport à ce que nous avons pu faire. Que ce soit dans le domaine de l'agriculture, l'eau potable, l'électricité etc. La communauté internationale a aussi indiqué clairement que la Côte d'Ivoire est sur la bonne voie ; que nous avons réalisé des performances exceptionnelles, je dirais même extraordinaires. Mme Christine Lagarde parlait de deuxième miracle ivoirien. En huit ans, nous avons quasiment tout doublé dans ce pays.

Nous avons doublé le Pib, nous avons doublé la production d'eau, les localités électrifiées, le nombre de médecins



recrutés, le nombre de sages-femmes, ainsi de suite. Ce n'est pas de l'autosatisfaction, mais de la réalité. Ce sont toutes les grandes institutions, à savoir le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, les États-Unis, la France, l'Union européenne qui constatent que ce pays va bien. Et je peux assurer et rassurer mes compatriotes que nous continuerons sur cette voie.

**Les performances économiques de ce pays sont saluées par tous, comme vous l'avez indiqué tout à l'heure. Mais les ressorts de cette économie sont-ils suffisamment solides pour continuer et durer dans cette performance et franchir le cap de pays émergent ?**

Quand nous avons commencé, après les deux ou trois premières années, les uns et les autres se disaient que cela n'allait pas continuer mais, c'est pourtant le cas. Prenez

l'exemple de la Chine, elle a eu des taux de croissance de 8 à 9% pendant dix ans et après cela, il y a eu un affaiblissement. Aujourd'hui, nous sommes à 6%. La Côte d'Ivoire connaîtra le même cycle. Vous savez, quand on démarre, on va très vite. C'est comme quand un coureur doit faire 200 m ; les 100 premiers mètres sont faciles. Il faut continuer de faire en sorte que l'investissement privé soit le moteur de la croissance et c'est le cas aujourd'hui. Il faut que les investisseurs aient confiance à notre pays ; c'en est également le cas aujourd'hui. Avec cela, nous continuerons à enregistrer des taux de croissance de 7%. Pendant huit ans, nous avons eu des taux de croissance d'à peu près 8 à 9% et c'est pour cela que le produit intérieur brut, c'est-à-dire la richesse nationale, a doublé de 2011 à 2019. Mais évidemment, le produit par tête d'habitant n'a pas augmenté pour autant, à cause de l'augmenta-

tion de la population. Néanmoins, le revenu par tête d'habitant a augmenté de 40%. C'est-à-dire que chaque Ivoirien en moyenne a eu ses revenus augmentés de 40% et ceci devra continuer. Je suis très confiant et je dois dire à mes concitoyens que cette voie, nous la poursuivrons parce que c'est la bonne. C'est celle de la prospérité future de notre grand pays.

**L'un des éléments clés de cette économie, c'est l'agriculture...**

Tout à fait. L'agriculture a toujours été le moteur de la croissance. Elle représente près de 20% du produit intérieur brut. Ce sont des éléments techniques. Il était à 25%, il y a huit ans. Ce qui est important, c'est de nous assurer que les personnes qui produisent nos produits agricoles, les paysans, soient bien rémunérées. C'est ce qui explique cet accord que nous avons développé avec le Ghana pour assurer un prix mi-

Jeudi 8 août 2019

Fraternité-Matin **An 59**

nimum à nos paysans. Et vous verrez, le 1<sup>er</sup> octobre prochain, nous augmenterons le prix du cacao parce que je veux qu'on revienne au prix de 1000 Fcfa que nous avons connu en 2015. Les prix ont baissé de 35% en 2017. Nous allons reprendre cette stratégie d'augmenter régulièrement les prix au producteur. Et nous ferons en sorte que ce soit la même chose pour la noix de cajou, le coton et même pour les produits qui sont exportés sur le continent africain. Moi, je suis confiant. L'agriculture est la base mais, nous devons aller au-delà. L'agriculture est la base. Mais, nous devons aller au-delà. Nous devons commencer à manufacturer, à transformer...

**C'est l'un de vos objectifs...**  
Vous avez raison. Voyez-vous, au niveau de la transformation du cacao, nous sommes au tiers de la transformation. Nous étions à moins de 10% pour la transformation de la noix de cajou. Bientôt, nous serons à 20-25%, dans deux ou trois ans à 50%, ainsi de suite. C'est important parce que c'est ce qui donne de la valeur ajoutée et qui permet de créer des emplois pour nos jeunes et nos femmes.

**En matière d'intégration, il est annoncé, Monsieur le Président, une monnaie au niveau de la Cedeao. Quel est le calendrier de mise en circulation de cette monnaie ?**  
Nous avons arrêté, fin juin à Abuja, que nous aurons une monnaie commune. Cette monnaie commune s'appelle éco. Mais, il y a des conditions pour que, de manière effective, elle soit mise en place. En cela, il faut des critères de convergence. Par exemple, que les pays aient un déficit budgétaire qui ne soit pas trop élevé, que les budgets soient bien gérés, que nous ayons une gestion de la



"Nous approvisionnons les Chu et Chr en médicaments". (PHOTO D'ARCHIVES)

Ce que nous avons arrêté à Abuja, c'est de dire que les pays qui respecteront les critères de convergence, vraisemblablement la plupart des pays de l'Uemoa, notre union monétaire, pourront, s'ils le désirent, démarrer avec d'autres pays qui ont de bonnes performances économiques tels que le Cap-Vert.

C'est donc une question de respecter les critères de convergence pour nous permettre de mettre en place la monnaie commune. Je souhaite personnellement que cela puisse se faire dès l'année prochaine, du moins qu'on puisse l'annoncer. Mais, cela sera-t-il effectif l'année prochaine ou dans cinq ans ? Je ne saurais vous le dire. Cela dépend de chacun des pays, des efforts que les uns et les autres sont prêts à faire pour respecter les critères de convergence.

**La Côte d'Ivoire est donc annoncée comme l'un des premiers pays à s'engager**

ivoirienne. Nous sommes le pays qui a le pourcentage le plus élevé en matière d'exportation vers les autres pays. Par exemple, le Burkina Faso, le Mali sont des partenaires importants pour nous. Alors, quand tu as l'intégration, cela facilite les mouvements de biens. Moi, je considère que la Zone de libre-échange prendra un peu de temps, certes, parce que tous les pays n'ont pas la même gestion de l'ouverture de leurs marchés. J'ai indiqué déjà à mes homologues que les entreprises autres que celles de la Côte d'Ivoire, des pays voisins et ceux en dehors de la Cedeao ont des entreprises ici, parce que notre marché est ouvert. Mais, nous n'avons pas cette facilité, ce que soit en Afrique de l'Ouest ou en dehors. Ce sera donc une condition qui est la réciprocité. Nous sommes ouverts, mais les autres marchés doivent être ouverts. Si tout le monde s'ouvre, les mouvements de biens et services permettront à nos économies

freres. Mais l'accord, c'est que nous n'allons pas vendre les récoltes de 2020 et 2021 à moins de 2 600 dollars la tonne (Ndir, environ 1 300 000 Fcfa). Donc, nous aurons une marge de 400 dollars (environ 200 000 Fcfa, Ndir) pour nous assurer de verser aux producteurs un prix minimum adéquat. Dans tous les cas, j'aurai l'occasion de revenir sur le sujet, pour parler amplement de cet accord, quand il sera définitivement bouclé. Vous vous rendez compte, sur un montant de 100 milliards tirés du cacao sur les marchés internationaux, les paysans ghanéens et ivoiriens qui produisent plus de 66%, donc les deux tiers, ne gagnent que 6 milliards. Six sur cent milliards, ce n'est pas normal ! Donc les acheteurs, les grands industriels conviennent avec nous que nous devons arriver à faire en sorte que les paysans bénéficient de la plus grande rémunération. C'est ce que nous avons arrêté et ce sera effectif à partir d'octobre 2020.

**Monsieur le Président, un des éléments qui permettent de mieux apprécier la santé de notre économie, ce sont les grands travaux réalisés un peu partout et qui sont en train de changer la face de notre pays. Il est clair que cela fait la fierté de notre nation. Mais beaucoup d'Ivoiriens ne voient pas les choses sous cet angle. Ils affirment, en effet, que le Président est en train d'endetter lourdement le pays. Quelle est la réalité ?**  
Nous avons un des taux d'endettement les plus faibles dans la sous-région et sur le continent. Nous sommes à peu près à 45% de taux d'endettement aujourd'hui, alors que la norme requise au niveau de l'Uemoa et même de la Cedeao est de 70%. Ce qui veut dire que nous sommes bien en deçà ! Les projections montreront que nous n'allons pas actuellement dépasser ce taux de 45%. Mais que jusqu'en 2025, nous

serons autour de 50%.

**Les risques n'existent-ils pas ?**

Il ne peut y avoir de risques. En tant que macro-économiste, j'ai eu à travailler sur ce genre de situation à travers le monde, et pas seulement en Afrique. Je veille à ce que l'endettement de la Côte d'Ivoire n'étouffe pas l'économie. Mes compatriotes peuvent me faire confiance. Je pense que nous sommes sur la bonne voie. L'endettement que nous avons, c'est quelquefois pour effacer les anciennes dettes contractées à des conditions trop onéreuses. C'est une gestion macro-économique de qualité que nous avons engagée. Ce que tout le monde reconnaît, d'ailleurs. Nous continuerons dans cette voie. Et nous ferons en sorte que ce pays ne soit pas surendetté. Nous ferons aussi en sorte que l'inflation soit faible, parce que c'est ce qui protège les populations. Nous ferons en sorte qu'il y ait une croissance économique continue, pour améliorer le quotidien des Ivoiriens et éviter l'augmentation de la pauvreté que nous avons connue avant 2011. Vous savez bien que le taux de pauvreté a baissé considérablement en Côte d'Ivoire depuis que nous sommes aux affaires. Il continuera d'ailleurs de baisser !

**Monsieur le Président, en parlant de croissance, d'aucuns soutiennent qu'il s'agit d'une denrée qui ne se consomme pas. Et lorsqu'on se réfère aux travaux d'infrastructures, certains Ivoiriens ont aussi tendance à dire que le goudron est loin d'être quelque chose qu'on consomme ! Il y a donc une forte attente de vos compatriotes en matière d'amélioration du quotidien sur le plan social.**  
Les Ivoiriens en parlaient il y a quatre ou cinq ans. Je crois qu'aujourd'hui, les points de vue ont bien changé. Parce que, tout de même, les populations apprécient les infrastruc-

tures routières. Je me suis rendu en fin de semaine passée à Yakassé-Attobrou pour l'inauguration de la route Adzopé-Yakassé Attobrou... J'étais à Adzopé pour l'inauguration de la route Adzopé - Yakassé-Attobrou. Les populations nous ont remercié parce qu'il y a deux ans encore, il leur fallait deux à trois heures pour rallier les deux localités. Aujourd'hui, les populations effectuent ce trajet en 15 minutes en économisant du carburant, de l'argent et en toute sécurité, même en saison des pluies. Et cette route va continuer jusqu'à Bettié. Ce débat est clos maintenant. Mais, il nous faut aller plus loin. Parce que je considère que toutes les routes de Côte d'Ivoire doivent être réhabilitées. Tel est notre objectif. En plus, les capitales des régions doivent être connectées. Dans deux ou trois ans, vous verrez du bitume un peu partout pour relier ces chefs-lieux de région entre eux. Nous allons également travailler sur les routes secondaires et les pistes, parce que c'est cela qui renforce le confort des populations. C'est-à-dire, aller d'un endroit à un autre et permettre la libre et bonne circulation des biens et services. Et c'est cela qui contribuera à faire baisser le prix des produits et des biens de consommation.

L'investissement dans les infrastructures, c'est toujours un bon acquis. La Chine s'est développée de cette façon, et nous pour les autres puissances notamment européennes qui ont commencé avec le chemin de fer, le charbon... Pour nous qui sommes des économistes, nous savons que la route précède le développement. Et le Président Félix Houphouët-Boigny l'avait compris. C'est grâce à lui qui nous avons eu des kilomètres d'autoroute. Malheureusement, cela n'a pas continué après lui. Nous avons amélioré ces acquis et nous ferons en sorte que l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké-Ferké-Ouaga soit réalisée dans les deux à trois prochaines années.

**L'un des éléments clés de cette politique sociale, c'est la santé des Ivoiriens. Notamment la Couverture maladie universelle...**

Comme vous le savez, nous avons mis en place un programme social du gouvernement de 725 milliards de Fcfa. Nous en avons fait le point pour les six premiers mois et cela se déroule très bien. J'inviite ceux qui ont des besoins particuliers dans leurs régions de nous envoyer des correspondances, afin que cela soit rapidement intégré au Programme social du gouvernement. Ce qui est bien avec ce programme social du gouvernement, c'est que nous avons pris un certain nombre d'engagements notamment sur l'école et la santé, où nous avons doublé le nombre de

Suite page 4

" Nous ferons en sorte que ce pays ne soit pas surendetté. Nous ferons aussi en sorte que l'inflation soit faible, parce que c'est ce qui protège les populations. Nous ferons en sorte qu'il y ait une croissance économique continue".

dette qui soit raisonnable, etc. C'est ce qu'on appelle les critères de convergence. La Côte d'Ivoire est dans de bonnes dispositions pour s'allier sur les critères de convergence cette année ou l'année prochaine. Ce n'est pas le cas pour tous les quinze pays de la Cedeao.

**dans l'utilisation de cette monnaie**  
Tout à fait !

**Il est également annoncé une zone de libre-échange. Qu'est-ce que cette zone apportera à l'économie ivoirienne ?**  
Voyez ce que l'Uemoa et la Cedeao apportent à l'écono-

d'avoir des taux de croissance encore plus élevés.

**Vous avez rappelé tantôt cette initiative avec le Ghana, en matière de production de cacao. Quelles sont les chances de succès de cette initiative ?**  
C'est quasiment acquis ! Je ne veux pas avancer trop de chiffres.

Suite de la page 3

médecins et de sages-femmes en huit ans. Sur la même période, nous avons également doublé la quantité d'eau potable mis à la disposition des populations et nous avons électrifié autant de localités que durant les 50 premières années d'indépendance. Je pourrais continuer...

Le PS-Gouv continuera de renforcer cet élan social pour le bien-être des populations. Ce que je voudrais, moi, c'est qu'à un moment donné – surtout en 2025 – nous ayons la satisfaction de constater que 100 % des localités en Côte d'Ivoire sont électrifiées.

Et surtout, par exemple, l'électrification des villages de plus de 500 habitants. Ce ne sont pas seulement les villages, nous avons aussi des campements baoulé dans l'ouest et autres. Tout cela doit être incorporé. Et quand en 2020, nous ferons le point, les populations verront que nous avons réalisé plus de 80% du taux de couverture. Nous continuerons dans cette voie avec l'approvisionnement en médicaments, des recrutements, etc. Nous avons recruté plus de 10 mille enseignants. Ils commenceront le 1<sup>er</sup> octobre. Nous approvisionnons également les Chu et Chr en médicaments. Je suis confiant et je félicite le Premier ministre pour sa rigueur, sa précision, son travail. Les choses sont en train d'être exé-

cutées dans le Programme social, conformément à ce que nous avons souhaité. Mon objectif est de passer à 1000 milliards, puisque nous avons les financements maintenant. Ce programme était à 725 milliards de FCfa. C'étaient des financements que nous avions eu grâce à la Banque africaine de développement, au Fonds monétaire international (Fmi). Je demande à mes concitoyens, si dans votre village de plus de 1000 habitants, vous n'avez pas d'électricité, d'eau potable, écrivez-moi. Je vous promets que nous allons régler ce problème.

**Etes-vous satisfait de la manière dont les choses se déroulent ? L'économie se porte bien, le Programme social est en marche pour le bonheur des populations. Sur le plan de la cohésion, on a l'impression qu'on n'est pas encore sorti de la crise, malgré le succès économique, avec notamment les conflits intercommunautaires. C'est pourtant le Vivre ensemble que vous prônez... Que répondez-vous ?**

Mon programme de gouvernement est le Vivre ensemble. Nous avons diagnostiqué ces problèmes et pris une série de mesures pour le renforcement de la cohésion sociale. Et nous continuerons sur cette lancée. Ces conflits intercommunautaires ne sont pas acceptables, quand on voit les motifs. Il faut que les politiques arrêtent d'alimenter la haine et la mésestime. Un comité s'est réuni à Yamoussoukro. Des mesures ont



été prises pour qu'on puisse être alertés dès qu'il y a un conflit. Nous continuons de gérer les conflits en utilisant la chefferie traditionnelle, les rois. Eux aussi doivent s'activer à parler à nos concitoyens.

**Des signes qui montrent que les blessures ne sont pas encore cicatrisées....**

Vous savez qu'après la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, il a fallu 40 ans pour que les choses se règlent. Qu'on ne pense pas qu'en 8 ans l'on puisse régler tous ces problèmes qui ont été créés depuis la mort d'Houphouët-Boigny. Cela prendra du temps. Il nous faut un langage d'apaisement, d'union pour la construction de la nation ivoirienne.

**Ouvrons la page politique.**

**Il y a beaucoup de batailles. On voit souvent des images à l'Assemblée nationale la dernière pierre d'achoppement a été la réforme de la Cei réclamée par la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. La loi a été votée à l'Assemblée nationale et au Sénat. Selon vous, l'équilibre réclamé par cette Cour est-il respecté ?**

C'est ce que nous pensons, puisque la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples avait demandé, sur intervention d'une Ong, pour que la société civile soit mieux représentée. Elle avait trois membres, maintenant elle en aura 6. On a une commission qui avait 17 membres, dont près de la moitié était censée être proche du pouvoir, maintenant, nous avons une commission où il y a 15 membres. On avait estimé que 1/3 qui soit proche du pouvoir, donc nous avons rempli nos obligations. Ce qui est le plus important, nous avons tenu pendant 6 mois des réunions avec les parties politiques, la société civile, et le consensus global a permis d'aller de

l'avant. Maintenant, je suis bien placé pour savoir que la politique de la chaise vide n'est pas une bonne chose. Le Rdr, en son temps, avait boycotté les élections de 2000. Alors, qu'est-ce qui s'est passé ? L'Assemblée nationale a continué de fonctionner pendant 10 ans sans un député Rdr. J'ai

position de la Cei, pour mieux représenter la société civile. C'est ce que nous avons fait. Le processus est bouclé, les uns et les autres désigneront leurs représentants et ils se mettront au travail. Parce que nous avons les élections en 2020, nous ne pouvons pas continuer de discuter. Il faut

prendre que c'est une amélioration et qu'il faut aller de l'avant. Ce dossier est bouclé !

**Vous ne pensez pas que cela peut conduire à une contestation du scrutin à venir.**

Que celui qui veut contester conteste. Il y a des voies lé-

ne fait pas de distinction de régions, de races, d'éthnies et moi, je suis très heureux de ce que nous avons obtenu. Puisque maintenant, le Rhdpc est présent dans toutes les régions de la Côte d'Ivoire. Je vous donne des exemples : lorsque vous prenez les municipales et les législatives, ce sont quasiment 2/3 des maires et des députés qui sont membres du Rhdpc. Ce sont 3/4 des présidents des Régions et du Sénat qui sont au Rhdpc, sans compter ceux que j'ai moi-même nommés. Je me fais présenter une carte nationale et je me rends compte que le Rhdpc est partout, dans toutes les régions. C'est ça l'union nationale. Le Rhdpc est un parti qui couvre l'ensemble du pays et qui veut que tous les enfants, pas seulement les Houphouëtistes, se retrouvent pour améliorer l'avenir de nos enfants et petits-enfants.

**Le PdcI-Rda ne fait pas partie de ce grand rassemblement. Votre ancien allié Henri Konan Bédié et l'ex-Président Laurent Gbagbo se sont rencontrés à Bruxelles pour la mise en place d'une plateforme contre le candidat du Rhdpc. Quel commentaire faites-vous ?**

Ils n'ont pas dit qu'ils créent une plateforme contre le candidat du Rhdpc. Pour le moment, il n'y a pas de plateforme à ma connaissance. Ils se sont rencontrés. Nous avons tous eu écho dans la presse. Je considère qu'il n'y a pas plus que ça.

**Ils disent qu'ils préparent une plateforme...**

Mais c'est très bien qu'ils se rencontrent !

**Quel commentaire cela vous inspire de voir votre ancien allié partir de la sorte ?**

Je n'ai pas de commentaire particulier. Le Rdr, avant moi, a été allié au Fpi de Laurent

**“La Cei actuelle a fait du bon travail, celle de 2010 a eu des problèmes et nous l'avons réformée. Cette nouvelle Cei a fait toutes les élections, y compris celle de 2015, et tout s'est bien passé”**

toujours dit au Rdr que c'était une erreur. Nous avons la réforme de la Commission électorale, je constate que tout le monde y a participé, et aux deux dernières réunions, le PdcI a décidé de ne pas y participer. C'est dommage parce que la commission a été votée par l'Assemblée nationale, le Sénat. Je crois qu'ils ont saisi le Conseil constitutionnel qui les déboute.

**L'opposition parle d'un passage en force. Elle a été déboutée certes, mais ne craignez-vous pas un discrédit sur la présidentielle ?**

Nous sommes en démocratie. Dans tous les pays du monde, c'est la majorité qui décide. A partir du moment où l'Assemblée nationale a voté, le Sénat a voté, il n'y a plus de discussions. Ce sont les Ivoiriens qui vont voter, c'est cela le plus important. J'ai plus loin. On dit certes, c'est la Cei ; sans la réforme, il y aura des problèmes ; la cour n'a pas demandé une réforme mais plutôt une recom-

position de la Cei, pour mieux représenter la société civile. C'est ce que nous avons fait. Le processus est bouclé, les uns et les autres désigneront leurs représentants et ils se mettront au travail. Parce que nous avons les élections en 2020, nous ne pouvons pas continuer de discuter. Il faut

des institutions, et ceux qui remettent en cause la Cei actuelle, ils oublient que nous avons fait les élections en 2015. La Cei actuelle a fait du bon travail, celle de 2010 a eu des problèmes et nous l'avons réformée. Cette nouvelle Cei a fait toutes les élections, y compris celle de 2015, et tout s'est bien passé. Ils oublient que nous avons fait les élections en 2015 et que la Cei actuelle a fait son travail. C'est plutôt celle de 2010 qui a eu des problèmes et que nous avons réformée pour doter la Côte d'Ivoire d'une autre en 2020. Celle qui a organisé toutes les élections, y compris la présidentielle de 2015 qui s'est bien passée, car mes adversaires, en l'occurrence Pascal Affi N'Guessan, Henriette Lagou et autres m'ont appelé pour me féliciter et reconnaître les résultats. C'est donc cette Cei qui était déjà très bonne que nous venons de réformer en diminuant la part de l'Etat. Ecoutez, si nous sommes de bonne foi, nous devons com-

parer pour le faire, donc pas dans la violence comme en 2010. Nous devons prendre l'exemple de 2015 : aller aux élections. Celui que les Ivoiriens vont désigner sera en poste et que les autres lui passent un appel pour le féliciter.

**Cette élection va se dérouler en octobre 2020 avec un paysage politique recomposé, avec le Rhdpc recomposé de partis au pouvoir et d'une partie du PdcI-Rda. Comptez-vous étendre le Rhdpc à d'autres formations ?**

Ah, oui ! Le Rhdpc est ouvert à tous. Et il y a même des personnalités qui étaient au Fpi qui sont aujourd'hui membre du Rhdpc. Ce n'est pas seulement une affaire du Rdr, de l'Udpci, du Mla, d'une partie du PdcI-Rda. Il y a tout le monde dans cette formation politique. C'est un rassemblement et nous considérons que c'est notre contribution à la paix et à la stabilité dans notre pays. C'est-à-dire avoir un parti politique qui

Jeudi 8 août 2019

Gbagbo. Le PdcI avec d'autres partis ont été en alliance avec le Rdr. Et ce, depuis 2005 ; donc une alliance de 14 ans. Le Président Henri Konan Bédié a décidé de se retirer de cette alliance. C'est son droit, il n'y a pas de problème.

#### Selon lui, sa décision a pour objectif la réconciliation...

Peut-être s'agit-il d'une réconciliation entre lui et le Président Laurent Gbagbo. Parce que je sais ce qu'ils pensent l'un de l'autre. Personnellement, je me suis déjà réconcilié avec le Président Bédié. Avec Laurent Gbagbo, je n'ai jamais eu de problème personnel, en réalité. Nous avons toujours eu des relations fraternelles et amicales. Si on assiste aujourd'hui à une réconciliation entre Laurent Gbagbo et Henri Konan Bédié, c'est une très bonne chose. Mais cela n'entraîne pas les Ivoiriens qui sont très bien, qui vivent ensemble dans les quartiers, qui se côtoient dans les marchés. Ils ne sont pas à couteaux tirés. Contrairement aux allégations du magazine Jeune Afrique, je n'ai jamais essayé d'empêcher que Laurent Gbagbo et Henri Konan Bédié se rencontrent. Ce n'est pas vrai, et je l'ai signifié à ce média. Pourquoi ferai-je cela ? Je n'ai aucune raison de le faire.

#### L'ex-Président Laurent Gbagbo bénéficie d'une liberté conditionnelle. Une partie de la population souhaite qu'il revienne en Côte d'Ivoire pour prendre part au processus de réconciliation...

Que les partisans de Laurent Gbagbo souhaitent qu'il soit là, parce que c'est leur fils, parce que c'est leur chef, c'est une très bonne chose, et c'est normal. Quand j'étais en exil, mes partisans souhaitaient aussi que je rentre, et que je participe au processus. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y avait pas de réconciliation. Il ne faut pas déplacer les problèmes. Chacun gère ce à quoi il est attaché. Je comprends que ceux qui sont proches de Laurent Gbagbo soient attachés à sa personne, et souhaitent que ce

procès se termine pour qu'il puisse rentrer en Côte d'Ivoire. C'est leur droit, je n'ai pas d'autres commentaires à faire.

#### Les Ivoiriens, qui ont été traumatisés par les troubles postélectorales de 2010, redoutent de nouveaux troubles en 2020. Vous avez assuré, à plusieurs reprises qu'il n'y aura rien, et le Premier ministre l'a aussi répété. D'où tirez-vous cette confiance ?

Pourquoi ne parlez-vous pas de 2015 ? Il y a eu 2010, c'est vrai. Mais, il y a ensuite eu 2015. Il y a eu des élections de 2012 à 2015. Tout s'est bien passé. Il y a eu des élections de 2015 à 2017, tout s'est aussi bien passé. En 2018, il y a eu deux élections, où il y a eu quelques grabuges. Mais ce n'est pas pour cela qu'on va s'affoler.

Faites-moi confiance. Les forces de défense et de sécurité seront là pour protéger les Ivoiriens et faire en sorte que ces élections soient paisibles. Je n'accepterai pas de désordre. Je n'accepterai pas des déclarations qui divisent les Ivoiriens et qui mettent en danger l'unité et la cohésion nationales. Donc, je suis très serein. Nous aurons de bonnes élections en 2020, parce que, d'abord, on a une commission qui a fait du bon travail en 2015 et qui a été améliorée pour 2020. Ensuite, maintenant, nous aurons un système biométrique pour les cartes d'identité. Il n'y aura pas de fraudes. Les Ivoiriens voteront. Ils éliront le Président ou le député qu'ils voudront. Il n'y a pas à en faire tout un plat.

**Nous sommes à plus de quatorze mois de la présidentielle. Monsieur le Président, est-ce que votre décision est prise, celle d'aller ou de ne pas y aller.** J'ai dit que je la ferai savoir en 2020.

**Mais, Monsieur le Président, les Ivoiriens scrutent toutes vos sorties, toutes vos phrases. Ils se demandent ira-t-il ou n'ira-t-il pas ?**

Suite page 6

## L'éditorial de **Venance Konan**

SUIITE DE LA PAGE 1

### En attendant 2020

Aujourd'hui, nous en sommes à nous demander qui d'Alassane Ouattara, d'Henri Konan Bédié et de Laurent Gbagbo sera encore dans l'arène politique lors des joutes présidentielles de l'année prochaine. Chacun viendra avec son bilan et son aura. Alassane Ouattara a présenté son bilan le 6 août, lors de son entretien télévisé avec notre confrère Brou Aka Pascal. Chacun peut y voir ce qui a été réalisé, ou ce qui ne l'a pas encore été, et se forger une opinion. La bonne foi nous oblige, cependant, à reconnaître que beaucoup, beaucoup a été fait au cours de ces huit dernières années, surtout lorsque l'on sait d'où nous venons. La bonne foi nous oblige aussi à reconnaître qu'il reste encore beaucoup à faire. D'où l'intérêt de nous approprier notre devise qui nous recommande de rester

membres les plus influents de leurs propres familles. Si je comprends bien, M. Bédié se sent beaucoup mieux avec les membres du FPI de M. Gbagbo qu'avec les membres les plus éminents de son propre parti. Et il est convaincu que le FPI l'aidera plus sûrement à reconquérir le pouvoir, ambition pour laquelle il s'est brouillé avec M. Ouattara.

A propos des ambitions du Chef de l'Etat, il a, encore une fois, laissé planer le mystère sur son éventuelle candidature à la présidentielle de 2020. Rappelons ce qu'il a dit en 2018. M. Ouattara avait dit le 16 juillet 2018, lors de l'assemblée générale constitutive du RHDP : « Je peux vous assurer que je ferai en sorte que le RHDP continue de gagner ces élections pour nous permettre, en 2020, de transférer le pouvoir à une nouvelle

Dans son adresse à la nation, le 6 août dernier, le Chef de l'Etat a fait allusion à une possible modification de la Constitution. S'agirait-il de revoir l'âge limite pour être candidat, afin que le pouvoir soit sûrement transmis à une nouvelle génération ? S'il faut cela pour que certains entendent raison, pourquoi pas ?

unis et de travailler dans la discipline. A propos d'union, le président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), Henri Konan Bédié, est en train de s'allier à Laurent Gbagbo, patron du Front populaire ivoirien (FPI). On nous dit que c'est dans le cadre de la réconciliation entre les Ivoiriens. Ce que l'on ne nous dit pas, c'est que M. Gbagbo, qui se réconcilie avec M. Bédié, a oublié de se réconcilier avec M. Affi N'Guessan qui est du FPI dont il fut le président et qui dirige l'une des deux branches du parti en ce moment. On ne nous dit pas non plus si M. Gbagbo a réussi à réconcilier Mesdames Simone Eihivet et Nady Bamba, deux dames qui affirment être ses épouses, alors que les lois de la Côte d'Ivoire qu'il eut à diriger ne permettent pas la polygamie. Laurent le réconciliateur n'est-il d'ailleurs pas en train de se brouiller définitivement avec Simone en filant ostensiblement le parfait amour avec Nady à Bruxelles ? Quant à Bédié, l'autre réconciliateur, tout à son bonheur de se réconcilier avec Gbagbo, il a oublié de le faire avec Alassane Ouattara, Daniel Kablan Duncan, Patrick Achi, Ahoussou-Kouadio Jeannot, Beugré Mambé, Kobenan Kouassi Adjoumani, Alain Donwahi, Lenissongui Coulibaly son ancien directeur de cabinet, Paulin Danho, Fofana Siandou, Emile Ebrotié, Raymonde Goudou, Aka Aouélé, Désiré Nzi, Charles Koffi Diby... Bref, avec tous les cadres significatifs de son parti et qui auraient pu lui donner une petite chance de faire un bon score à la présidentielle.

Avouons quand même que pour des hommes dont l'on nous dit qu'ils vont réconcilier les Ivoiriens, cela semble un peu étrange qu'ils cherchent à se réconcilier avec leurs ennemis après avoir rompu avec leurs amis et les

génération. C'est important que les générations se renouvellent. Nous devons, le président Bédié et moi, travailler la main dans la main pour transférer le pouvoir à une nouvelle génération. » Il est revenu sur le sujet dans son discours à la nation du 6 août 2018 : « Comme je l'ai déjà souligné, nous devons travailler pour transférer le pouvoir à une nouvelle génération, de manière démocratique en 2020. Notre pays est riche d'hommes et de femmes, jeunes et compétents, qui ont reçu une formation de qualité, qui ont appris à nos côtés comme nous avons appris aux côtés de nos aînés. N'ayons pas peur de passer le témoin. Faisons confiance à nos jeunes, tout comme nos aînés nous ont accordé leur confiance. »

Pour tous ceux qui veulent comprendre, les choses sont claires. C'est lorsque M. Bédié a fait savoir à M. Ouattara qu'il serait le candidat du PDCI que le Chef de l'Etat a fait ces deux déclarations. Pour que M. Bédié et lui se retirent de la scène politique. A cette époque, personne ne parlait d'une éventuelle libération de Gbagbo. Et apparemment, c'est ce qui a vexé le président du PDCI et l'a poussé à la rupture, puis à la recherche d'une alliance avec le FPI de Laurent Gbagbo et à la réactivation de l'ivoirité. Revenir au pouvoir étant devenu son obsession, tous les moyens lui semblent bons pour y parvenir.

Dans son adresse à la nation, le 6 août dernier, le Chef de l'Etat a fait allusion à une possible modification de la Constitution. S'agirait-il de revoir l'âge limite pour être candidat, afin que le pouvoir soit sûrement transmis à une nouvelle génération ? S'il faut cela pour que certains entendent raison, pourquoi pas ?



« Ce n'est pas la Cei qui vote. Ce sont les Ivoiriens ».

Suite de la page 5

**Pourquoi ne les libérez-vous pas maintenant ?**

Je suis un homme politique. La constitution me permet de faire deux autres mandats, si je le souhaite. Mais, je vais prendre ma décision au moment opportun et sur la base de ce que mon parti me dira de faire aussi. Je l'ai dit déjà à l'occasion du Forum de Mo Ibrahim. Le Président Houphouët disait que pour un homme d'Etat, il y a trois choses qui sont importantes: Dieu, la Nation et la Personne.

Quand on parle de Dieu, c'est pour la santé, pour l'âge. Pour le moment, j'ai 77 ans. J'aurai 78 ans l'année prochaine. Mes médecins me disent que je suis en parfaite santé. Deuxièmement, la tradition du pays, c'est à travers le Rhdq qui verra qui il veut comme candidat. Si on me demande, je pourrais répondre positivement ou négativement en fonction de ma conscience. Pour mon pays, je veux la stabilité et je veux la sécurité des Ivoiriens. C'est cela mon objectif.

En 2020, il faudra tenir compte de tous ces éléments. Quand on est Président de la République, on a cette responsabilité et elle est lourde. La Côte d'Ivoire est maintenant en paix. La prospérité vient, la situation s'améliore. En 7 ans, nous avons fait plus qu'en 50 ans. Je ferai mon bilan à la fin de 2019. Et à partir de là, je prendrai ma décision en mon âme et conscience pour donner le meilleur à mon pays.

tution qui date de 2016. On l'a pratiquée. Il est clair qu'il y a des choses qu'il faut modifier dans la Constitution mais, ce n'est pas pour recaler des candidats. Je ne vois pas pourquoi une Constitution devrait recaler des candidats. Moi, je ne souhaite pas être recalé en tout cas. Et je ne vois pas pourquoi d'autres le seraient. Maintenant, il faut épouser l'ère du temps.

Nous sommes un certain nombre à avoir un certain âge. Peut-être à un moment donné, nous devrions réfléchir à ce que nous pouvons donner à notre pays au-delà d'un certain âge. Mais, il y aura des modifications de la Constitution parce que nous remarquons qu'il y a des petites choses qui méritent d'être adaptées. Et j'essaierai de voir avec les uns et les autres qu'est-ce que nous devons modifier. Ce n'est pas dans une intention, pour moi, de ne pas avoir d'adversaires. Je ne suis pas de cette trempe.

**La Côte d'Ivoire a subi un grave attentat terroriste en 2016 à Grand-Bassam faisant beaucoup de morts.**

**La zone ouest-africaine est en proie au terrorisme. Certaines zones sont plus frappées que d'autres. La Côte d'Ivoire a-t-elle les moyens de se défendre ?** Nous avons beaucoup investi. Dans les nouvelles technologies, la surveillance, l'intelligence, les renseignements avec les pays voisins, la



"Nous continuerons d'apporter l'eau là où vivent des âmes". (PHOTO: VERONIQUE DADIÉ)

gnés. C'est important que nous soyons en paix et en sécurité. C'est vraiment l'objectif principal de la mission que je me suis fixée maintenant. Le gouvernement est bien géré par le Premier ministre. Le Programme social se déroule bien. Ce sont des éléments de sécurité et de paix qui m'intéressent. Je suis très porté sur cela.

**La coopération est au centre de votre politique extérieure qui vous a permis de glaner des lauriers. Je pense notamment à l'élection de notre pays comme membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Quels enseignements tirez-vous ?**

C'est un grand honneur, surtout que cela faisait 25 ans. Quand je me suis rendu aux Nations unies, j'ai compris que la Côte d'Ivoire était vraiment respectée à nouveau et que les gens nous faisaient confiance. Ils voulaient savoir comment nous avons fait pour transformer ce pays en si peu de temps et même comment nous sommes arrivés à faire en sorte que les forces des Nations unies (Onuci) quittent la Côte d'Ivoire en 2017. Il y a des pays où les Nations unies sont depuis 30, 40, 50 ans. Mais nous, après 12 ans, nous avons pu demander aux Nations unies de partir.

Nous leur avons dit ce que nous avons fait, comment nous sommes organisés sur le plan de l'organisation des forces armées, de la réconciliation nationale, de la gestion économique, etc. Et je suis très fier. Je remercie les Ivoiriens de m'avoir donné cette opportunité. Je les félicite parce que c'est leur œuvre, c'est l'œuvre de nos concitoyens.

S'il n'y avait pas la paix sociale, si les Ivoiriens n'étaient pas réconciliés, on n'aurait pas cette aura internationale. En plus de cela, je suis très fier qu'un de mes jeunes frères, Jean-Claude Brou, ait pu être désigné comme président de la Commission de la Cedeao. C'est quand même un ensemble de 350 millions d'habitants; c'est la population des Etats-Unis. Donc, il est quasiment le Premier ministre de cet ensemble. C'est un grand honneur pour la Côte d'Ivoire et nous

continuerons d'apporter notre contribution et nous ferons en sorte que la Côte d'Ivoire soit respectée.

**Le mandat de la Côte d'Ivoire arrive à terme en décembre. Avez-vous déjà quelques regrets ?**

Non, c'est pour un an. Nous avons eu ce grand honneur et j'espère que ceux qui viendront après moi, peut-être dans 20 ans, ce sera à nouveau une possibilité pour la Côte d'Ivoire de revenir. Nous nous sommes battus pour qu'il y ait un pays de l'Afrique de l'Ouest et ce sera le Niger. Et je suis très heureux que ce soit le Niger qui a un gouvernement qui travaille dans la même orientation. Je suis confiant que le gouvernement nigérien et le Président Issoufou feront du bon travail également.

**En matière de sport, monsieur le Président, nous avons une jeunesse qui se porte bien.**

**Les Eléphants ont remporté la coupe d'Afrique, il y a quatre ans. Cette année, nous avons terminé quart finaliste. Nous avons nos basketteurs qui seront bientôt en Chine et qui sont aussi les ambassadeurs de la Côte d'Ivoire. Quel message ?**

Quel bonheur ! Vous savez, le match d'ouverture sera à Beijing entre notre équipe de basket-ball et l'équipe de Chine. Ce jour-là, nous serons sur la carte du monde. J'éprouve une fierté que je ne peux exprimer. Je pense que dans le domaine des sports, de la culture, partout, la Côte d'Ivoire avance et les Ivoiriens doivent en être fiers. Moi, je suis fier de ce qu'est devenu notre pays.

**Nous sommes au terme de notre entretien. Quel est**

 **votre message à l'endroit de tous les Ivoiriens qui vous écoutent à l'occasion de la fête nationale ?**

Je voudrais dire à mes compatriotes que la Côte d'Ivoire a fait des progrès importants. Le pays a connu certes des difficultés en 2010-2011, mais je vois que depuis quelques années, le pays s'est repositionné et nous sommes totalement engagés à ce que les choses se déroulent à nouveau dans la paix. C'est ce que le Président Félix Houphouët-Boigny nous a laissé comme héritage. Donc, les turpitudes du passé sont derrière nous. La Côte d'Ivoire est maintenant en paix.

Et pour que cette paix soit durable, il faut la sécurité de chaque Ivoirien. Et sur ce point, j'en suis très heureux parce que nous avons des forces de défense et de sécurité bien organisées et qui sont totalement intégrées. Elles ont obtenu des outils et instruments pour la protection des Ivoiriens. Ceci étant, l'union, la cohésion et la confiance doivent être développées. Et nous devons travailler dans une atmosphère sereine. Nous devons respecter les uns les autres. Nous devons faire en sorte que tous nos concitoyens se sentent à l'aise en Côte d'Ivoire et se disent que le pays avance dans la bonne direction.

Rien ne doit interrompre cet objectif, parce que la paix et la sécurité sont les éléments essentiels pour qu'un pays puisse se développer. En matière économique, évidemment, je sais que les Ivoiriens me font confiance.

Nous en avons donné la preuve, donc il n'y a pas de problème de ce côté. Je voudrais terminer en remerciant mes concitoyens pour la confiance dont j'ai bénéficiée, dire à chacune et à chacun d'eux que je continuerai avec la même ardeur parce que j'aime mon pays, j'aime mes concitoyens sans distinction et je continuerai de donner le meilleur de moi-même. Je vais profiter de cette opportunité pour dire à tous les Ivoiriens, à toutes les populations vivant en Côte d'Ivoire, bonne fête de l'indépendance.

59 ans, ce n'est pas rien et je pense que l'année prochaine, nous aurons à fêter les 60 ans et ce sera également un très grand moment. Bonne fête à tous ! ■

PROPOS RETRANSCRIT PAR

KOUIKA BAVANE  
FRANCK YEO  
ÉDOUARD KOUDOU  
HERVÉ ADOU  
FAUSTIN ÉHOUMAN  
CELESTE KOLIA  
MARCEL APPENAN  
ABOUBAKAR BAMBA  
ÉMÉLINE PÉHÉ  
AMANGOUA  
DRAMOUS YETI  
ISABELLE SOMIAN

"Nous devons faire en sorte que tous nos concitoyens se sentent à l'aise en Côte d'Ivoire et se disent que le pays avance dans la bonne direction. Rien ne doit interrompre cet objectif"

**Les Ivoiriens disent que le Président Bédié et vous, vous vous surveillez. Chacun attend la déclaration de candidature de l'autre pour se décider ?**

Non ! Le Président Bédié a dix ans de plus que moi, il n'a pas dit qu'il est candidat. Il ne faut pas lui mettre des choses dans la bouche. Moi, je lui ai parlé. Il n'a pas dit qu'il est candidat. Pourquoi vais-je l'attendre ? En 2015, je ne l'ai pas attendu. C'est lui-même qui a dit qu'en 2015, Alassane Ouattara doit faire un deuxième mandat. Peut-être quand il rentrera, il va dire qu'Alassane Ouattara doit faire un troisième mandat.

**Il y a une rumeur qui court en ce moment. Allez modifier la Constitution pour recaler des candidats ?**

Pourquoi devrais-je modifier la Constitution ? La modification de la Constitution doit être un processus qui dépend de l'opinion. Nous avons une Consti-

France, les États-Unis et d'autres pays pour que nous soyons vraiment mieux protégés et surtout que nous puissions anticiper. Je peux vous dire nous avons déjoué deux ou trois tentatives après Grand-Bassam.

Nous veillons et nous surveillons. Tous les matins, j'ai un appel téléphonique pour me dire comment les choses se sont passées dans la nuit. C'est important que nous le fassions et c'est ce que je dis; je veux veiller à la sécurité de mes concitoyens. Cela a demandé des investissements énormes et surtout une bonne coopération et collaboration avec les pays voisins. Récemment, nous étions au Burkina. Nous avons eu une séance de travail conjointe entre les services de renseignements burkinabé et les services de renseignement ivoiriens. Nous avons eu aussi des réunions avec le Ghana, le Togo et le Bénin et des accords ont été si-

**Il y a un renforcement général de la coopération avec les pays voisins. C'est la meilleure façon de se défendre.**

Vous savez, s'il n'y a pas de renseignement, cela devient difficile.

Les pays voisins ont beaucoup investi dans ce domaine et je suis confiant que nous continuerons ainsi.

Mais il faut travailler de sorte à réduire la pauvreté, les poches de discrimination, les poches de stigmatisation. Ce sont toutes ces choses qui créent un peu l'extrémisme, y compris l'extrémisme religieux. Nous voulons une Côte d'Ivoire qui soit ouverte, une Côte d'Ivoire où les uns et les autres se font confiance, qu'ils sachent que le pays est pour tout le monde et que tout le monde a les mêmes droits, les mêmes obligations. Et les dirigeants sont des personnes de qualité qui peuvent leur apporter un avenir meilleur.

• Santé, eau, électricité...

# Huit ans de révolution sociale

Le temps d'un message à la Nation, le chef de l'Exécutif ivoirien a fait un bilan à mi-parcours de sa politique sociale, en huit ans d'exercice du pouvoir d'État. Le Président Ouattara, pour qui le bien-être des populations ivoiriennes est la priorité de son projet de société, n'a pas lésiné sur les moyens pour corriger près de 50 ans d'insuffisance. C'est ainsi qu'il a mis les bouchées doubles en huit ans de gouvernance pour réussir une véritable révolution sociale. Qui se matérialise par la multiplication du nombre de médecins, de sages-femmes, d'infirmiers et autres dans le domaine médical. Pareil pour la fourniture de l'eau potable et de l'électricité aux populations tant rurales qu'urbaines. Mieux, la Couverture maladie universelle dont la mise en œuvre est d'actualité permettra aux plus démunis de bénéficier des soins de santé. Dans la même veine, le gouvernement a mis en place, en 2019, un Pro-



Les dispositions sont prises par le Chef de l'État pour que les Ivoiriens aient accès à l'électricité. (PHOTO: DR)

gramme social dont l'objectif est de gérer toutes les questions existentielles des populations, en matière d'éducation, de santé, d'eau

potable, d'électricité et autres. Une enveloppe de 725 milliards de FCfa a été dégagée à cet effet. C'est par cette politique sociale que

les centres hospitaliers universitaires (Chu) sont équipés en médicaments, ainsi que la plupart des villages de plus de 500.000 habitants

qui ont été électrifiés. Pour l'horizon 2020, le Chef de l'État entend atteindre 80% du taux d'électrification, même dans les grands cam-

pelements. Ce qui est le cas des campements baoulé en zone forestière. Pour atteindre les 100% de couverture en 2025. Dans le domaine de l'enseignement, ce sont plus de dix mille enseignants recrutés qui prendront fonction en octobre prochain. Pour mieux garantir le bonheur des populations, le Président de la République a pu obtenir, grâce aux bailleurs de fonds, une rallonge du budget alloué au Programme social du gouvernement qui passe désormais à 1000 milliards. Somme qui sera entièrement mise à la disposition des populations ivoiriennes. «Celui qui pense qu'une infrastructure de développement manque à son village ou à sa région peut m'appeler. J'inscrirai sa préoccupation au Programme social du gouvernement», rassure le Président de la République. Qui rappelle, la semaine dernière, à Adzopé, qu'il n'est pas adepte des promesses non tenues. « Quand Ado dit, Ado le fait... », rappelait-il ■

MARC YEUVO



**UMOA-Titres**  
Bâtir un Marché Intégré des Titres Publics



REPUBLIQUE TOGOLAISE

## AVIS D'APPEL D'OFFRES ÉMISSION PAR ADJUDICATION DU 09/08/19

L'AGENCE UMOA-Titres ET LE TRÉSOR DU TOGO portent à la connaissance du public qu'ils organisent un appel d'offres pour la cession d'obligations du Trésor dont les termes sont les suivants:

### CARACTÉRISTIQUES DE L'OFFRE

ÉMETTEUR	: ÉTAT DU TOGO
CODE ISIN	: TG0000001270
MONTANT MIS EN ADJUDICATION	: 20 000 MILLIONS DE FCFA
VALEUR NOMINALE UNITAIRE	: 10 000 FCFA
DURÉE	: 3 ANS
TAUX D'INTÉRÊT	: 6,25%
DATE DE VALEUR	: LUNDI 12 AOÛT 2019
ÉCHÉANCE	: VENDREDI 15 JUILLET 2022



25% DU MONTANT MIS EN ADJUDICATION SONT OFFERTS SOUS FORME D'OFFRES NON COMPÉTITIVES (ONC) AUX SPÉCIALISTES EN VALEURS DU TRÉSOR (SVT) HABILITÉS DE L'ÉMETTEUR RÉGI PAR LE RÉGLEMENT N°06/2013/CM/UEMOA SUR LES BONS ET OBLIGATIONS DU TRÉSOR ÉMIS PAR VOIE D'ADJUDICATION AVEC LE CONCOURS DE L'AGENCE UMOA-TITRES.

#### --- DÉPÔT DES SOUMISSIONS ---

Date : Vendredi 09 août 2019 à 10h30mn TU (Heure limite)  
Les offres seront reçues à travers l'application SAGETIL-UMOA

Le remboursement de ces obligations se fera le premier jour ouvrable suivant la date d'échéance (remboursement In Fine).  
Le paiement des intérêts se fera à un taux de 6,25% l'an dès la première année.

Le Directeur de l'Agence UMOA-Titres  
M. Adrien DIOUF

Dakar, le 30 juillet 2019

Le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité  
Publique de la République Togolaise  
M. Ekpaou ADJABO

Cette émission est organisée avec le concours de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest. Pour plus d'informations, merci de contacter l'Agence UMOA-Titres :  
email : adjudications@umoaTitres.org/ Tel : +221 33 839 10 10 / Fax : +221 33 839 45 57

## Sécurité nationale et lutte contre le terrorisme: La Côte d'Ivoire s'offre les moyens



La capacité opérationnelle des Faci s'est accrue. (PHOTO-HONORÉ BOSSON)

Le Chef de l'Etat l'a dit, le plus grand trésor que le Président Félix Houphouët-Boigny nous a laissé est la paix. Cette paix, indispensable à tout développement doit être préservée. « La paix est l'héritage le plus précieux que le Président Félix Houphouët-Boigny nous a laissé.

Les turpitudes du passé sont derrière nous. La Côte d'Ivoire est maintenant en paix et pour que cette paix soit durable, il faut la sécurité, la sécurité de chaque Ivoirien. D'où les efforts et les investissements dans la sécurité et le renseignement.

Sur le premier chapitre, beaucoup a été fait. En formation d'hommes et en équipements. Le grand défilé militaire du 7 août a été « l'occasion de montrer

que notre pays est bien tenu. Que nous avons des Forces armées déterminées à faire en sorte que le pays continue dans la stabilité ».

« La Côte d'Ivoire a aussi investi et annuellement dans le renseignement. Résultats de tous ces efforts, notre pays a réussi à éviter des attaques terroristes. Les Ivoiriens peuvent faire confiance à leur armée, leur gendarmerie et leur police. Les Ivoiriens doivent aussi savoir que nuit et jour, des hommes et des femmes collectent, analysent et traitent les informations de haut niveau pour gérer leur sécurité ».

### L'union, notre force

Le Président de la République compte sur tous les fils et filles du pays pour continuer dans la voie du développement. « Je vou-

drais saluer tous mes compatriotes et leur dire que c'est grâce à notre union que nous avons parcouru tout ce chemin. » Pour le Président Ouattara, l'implication des uns et des autres dans les actions du mouvement est importante. « L'union, la cohésion et la confiance doivent être développées et nous devons travailler dans une atmosphère sereine. Nous devons nous respecter les uns les autres. Nous devons faire en sorte que tous nos concitoyens se sentent à l'aise en Côte d'Ivoire et se disent que le pays avance dans la bonne direction. »

### « Je continuerai de donner le meilleur de moi-même »

« Je remercie mes concitoyens pour la confiance dont j'ai bénéficié et je voudrais dire à chacune

et à chacun de vous que je continuerai avec la même ardeur, parce que j'aime mon pays, j'aime mes concitoyens sans distinction et je continuerai de donner le meilleur de moi-même. »

**Hommage au père fondateur**  
Houphouëtiste convaincu, Alassane Ouattara a salué le président Félix Houphouët-Boigny. « J'ai une pensée particulière pour le Père de la Nation, le Président Félix Houphouët-Boigny, dont nous avons bénéficié de la sagesse pendant des décennies. »

D'Houphouët, Ouattara tient son amour pour le développement. Bonne fête à chacune et à chacun d'entre vous !

« La Côte d'Ivoire va bien et je peux rassurer mes conci-

toyens que nous continuerons sur cette voie. »

Le pays vient de loin. Depuis 1993, les investissements ont connu une chute avant de devenir... inexistantes. Tous les indicateurs étaient au rouge au sortir de la crise post-électorale de 2011. Le pays allait-il se réveiller ? Il y avait de quoi céder au pessimisme.

Mais c'était sans compter avec la hargne de vaincre le sous-développement du Président de la République. Comme un médecin au chevet d'un malade en agonie, le Dr Ouattara et son équipe vont veiller nuit et jour pour stopper la chute et remettre le pays au travail. Avant de lui redonner sa place dans la sous-région et hors du continent. Avec à la clé, une croissance enviable de tous.

« En 8 ans, nous avons quasiment tout doublé dans notre pays. Nous avons doublé le Pib. Nous avons doublé la production d'eau potable. Nous avons doublé les localités électrifiées. Nous avons doublé le nombre de médecins recrutés. Nous avons doublé le nombre de sages-femmes recrutées et ainsi de suite. »

La route de l'émergence est ouverte. Résolument. Les nombreux chantiers à venir permettront de franchir le seuil. Les Ivoiriens peuvent compter sur le Président de la République et le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly et son gouvernement. Mais « chacun doit y mettre du sien », a rappelé le Chef de l'Etat ■

BLEDSON MATHIEU

## Du chaos à l'embellie

Le Président de la République, Alassane Ouattara, cette année, pour le traditionnel message à la nation, à la veille de la célébration de

l'Ivoire, s'est soumis au jeu de questions-réponses. Il a été interviewé par le président du Conseil d'administration de la Radiodiffusion télévision ivoirienne, Brou Aka Pascal. Ce que nous retenons de ce bilan, c'est que la Côte d'Ivoire revient de loin.

Elle est passée du chaos à un embellissement qui a surpris plus d'un. En effet, pour un pays qui sort de plus d'une décennie de crise, le retour sur la scène est souvent le fruit de plusieurs décennies de travail acharné.

Mais en Côte d'Ivoire, ce retour a été fulgurant. En moins d'une décennie, l'on est passé du chaos à une embellie spectaculaire. Les institutions internationales ne tarissent pas d'éloges sur les prouesses des dirigeants du pays qui ont su le conduire aux portes du paradis. Le Chef de l'Etat et son équipe, à force de travail, ont su combler le gap et tracer les sillons de l'émergence. Voici ce que dit la Banque mondiale de la Côte d'Ivoire : « Avec une croissance de 7,4 % en 2018 et une projection à 7,2 % en 2019, la Côte d'Ivoire continue de tirer l'activité du continent, juste après l'Éthiopie et devant le Rwanda et le Sénégal. La politique monétaire prudente menée par la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest devrait permettre de maîtriser l'inflation autour de 0,3 %. Cela tient notamment au maintien des prix des produits alimentaires, à la baisse des prix

des télécommunications et à la faible augmentation du prix du carburant. » Le pays se porte donc très bien. Même si le Chef de l'Etat ne veut pas que l'on parle du passé,

dire qu'à son arrivée en 2011, l'économie était exsangue. Les infrastructures routières en état de dégradation avancée. Les hôpitaux et autres centres de santé dans un état de délabrement, sans médicaments de première nécessité. Il fallait tout reprendre. Et c'est ce que le Président Ouattara et son équipe ont fait.

Et lorsqu'il affirme qu'en huit ans, tout a été quasiment doublé, ce ne sont pas des propos en l'air. Au niveau des routes, un tour dans la ville d'Abidjan et à l'intérieur du pays et l'on verra qu'effectivement, il y a deux fois plus de routes bitumées. Le Chef de l'Etat a indiqué qu'il ne s'arrêtera pas en si bon chemin. En économiste averti, il sait que la route précède le développement. Il a donc fait savoir que le bitumage des voies se poursuivra aussi bien à Abidjan que dans toutes les villes de la Côte d'Ivoire. Dans le secteur de la santé, les hôpitaux généraux et les centres de santé ont été réhabilités. L'on a également assisté à la construction de nouvelles structures sanitaires et à de nombreux recrutements. Dans le domaine de l'enseignement, des écoles primaires, des collèges, des lycées et des universités ont été construits. La Côte d'Ivoire a fait un pas important vers le développement. Elle est aujourd'hui un pays pré-émergent. Il faut maintenant travailler à préserver les acquis. ■

E. ABOUA

## Recomposition de la Cei Aller de l'avant

Le dossier est bouclé. Je vais promulguer la loi aujourd'hui (Ndlr : mardi 6 août 2019). Le Chef de l'Etat, Alassane Ouattara, usant des dispositions légales contenues dans les textes qui régissent la Côte d'Ivoire a décidé de passer à une autre étape dans le processus de la recomposition de la Commission électorale indépendante (Cei). Quoi de plus normal puisque pendant plus de six mois, il y a eu des discussions entre le gouvernement et la quasi-totalité des formations politiques du pays. Le Pdcï-Rda et certains partis proches de Laurent Gbagbo se sont engagés, dans les derniers moments, sur la voie du boycott. Ils ont, en effet, brillé par leur absence lors des dernières rencontres des discussions qui avaient débuté en

janvier. De bonnes sources, ceux-ci, en tentant de bloquer les débats, avaient derrière la tête l'idée d'une transition qui devrait s'ouvrir fin octobre. Devrait-on s'éterniser dans des débats avec des personnes qui se servaient de moyens dilatoires en parlant de réforme au lieu de recombinaison ? La réponse est évidemment non. Il était important d'aller de l'avant, surtout que la majorité des parties prenantes au dialogue sur la recombinaison de la Cei était d'accord sur les résolutions.

A savoir une meilleure représentation de la société civile. « La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples avait demandé, sur intervention d'une Ong, que la société civile soit mieux représentée. Elle avait trois membres, maintenant elle en aura six. Nous

avons une commission qui avait 17 membres et dont près de la moitié était taxée d'être proche du pouvoir. Maintenant, nous avons une commission où il y a 15 membres où on ne peut considérer que les tiers qui soit proche du pouvoir. Donc, nous avons rempli nos obligations », a indiqué le Chef de l'Etat dans son interview de mardi accordée à la Radiodiffusion télévision ivoirienne (Rti).

Il est donc difficile, avec cette recombinaison, de comprendre l'attitude du Pdcï-Rda, la plus ancienne formation politique de la Côte d'Ivoire, bâtisseur de ce pays, de se poser comme le chef de file de ceux qui veulent voir la Côte d'Ivoire retomber dans les travers d'une crise. Il serait bon de sortir de cet état d'esprit et de prendre toute sa place dans le processus élec-

toral. Dans les semaines à venir, il s'agira, pour chacune des entités retenues pour la Cei recomposée, de choisir ses représentants et de se mettre au travail pour l'organisation d'une présidentielle transparente, comme cela s'est fait en 2010 et en 2015. Rappelons qu'en 2010, la Cei avait fait un excellent travail. C'est la volonté manifeste de Laurent Gbagbo et de son clan de confisquer le pouvoir qui a entraîné la crise post-électorale.

Rappelons aussi que ce n'est pas la Cei qui vote, mais les Ivoiriens. Les hommes politiques ou tout Ivoirien désireux de se porter candidat à la présidentielle de 2020 devraient plutôt s'atteler à convaincre les électeurs. C'est à ce niveau que tout se joue et pas ailleurs. ■

ETIENNE ABOUA

# • Grandiose parade pour célébrer l'indépendance

**L**a Côte d'Ivoire a 59 ans. Comme l'an dernier, un grand défilé militaire a eu lieu, hier, sur le boulevard Giscard d'Estaing.

A cette occasion, la grande artère traversant Abidjan sud, notamment au niveau du Parc des sports de Treichville, a été aménagée pour abriter les festivités. Ainsi, de grands chapiteaux blancs pour recevoir le Chef de l'Etat, les membres du gouvernement, les représentants diplomatiques, les officiers de l'armée et bien d'autres personnalités ont été dressés le long de la voie, sur le périmètre délimité pour accueillir l'évènement.

Des gradins ont également été installés sur l'espace pour les riverains qui voulaient vivre en direct cette fête grandiose. Des drapeaux soulignant la solennité de ce moment de réjouissance et de commu-



Le Chef de l'État, à bord de son command-car, a passé en revue les troupes. (PHOTOS:HONORÉ BOSSON)

nion flottaient sur les mâts bordant les trottoirs. C'est des poteaux électriques sur un site sécurisé par les forces de l'ordre déployés tout autour du boulevard

Giscard d'Estaing que le chef suprême des armées, Alassane Ouattara, sur le coup de 9h50 mn, fera son entrée.

Le ministre d'Etat, ministre de la Défense, Hamed Bakayoko ; le général de division, chef d'état-major général des armées, Lassina Doumbia, l'avaient déjà devancé sur les lieux. Les chapiteaux, étaient déjà bondés, ainsi que les gradins disposés pour la foule.

Les forces choisies pour faire le défilé étaient dans les starting-blocks, prêtes pour la parade. Le Président de la République, dans son "command car", avec le chef d'état-major à ses côtés, a passé en revue les troupes avant de prendre place.

La fête pouvait débuter. Elle a commencé par le survol de l'espace par trois hélicoptères de l'armée. Suivra une prestation de maniement des armes d'une section des forces ivoiriennes, montrant ainsi toute la dextérité des soldats.

Ensuite, un détachement de l'armée guinéenne ouvrira le bal du défilé des forces étrangères présentes à cette commémoration.

Les troupes marocaines leur emboîteront le pas. Une section de l'armée française fermera la parade.

Les forces armées ivoiriennes, sous les ordres du général de brigade Julien Sébastien N'Dri, chef

d'état-major général adjoint des armées, se succéderont sur l'esplanade, sous le regard admiratif et rempli de fierté des populations, des personnalités et invités présents à la cérémonie.

A pas millimétrés, au son de la musique de l'armée, de la gendarmerie et de chants de ralliement en hommage au Président de la République, des détachements de la gendarmerie, de la police, de l'armée de terre, des sapeurs-pompiers, de la marine, des enfants de troupes de l'Empt... régaleront la foule avec de belles prestations cadencées dont le point d'orgue a été la parade des forces spéciales et de la Garde républicaine.

Le monde rassemblé sur le boulevard Giscard d'Estaing a également eu droit à des séquences aérienne, pédestre et motorisée des sections des forces militaires et paramilitaires qui ont montré tout leur savoir-faire.

Le saut des parachutistes, tant attendu par tous, a été un vrai succès.

Les quatre "hommes volants" ont atterri sur le périmètre de la cérémonie, devant les chapiteaux, sous les acclamations nourries et les hurrahs de la foule.

Cette dernière scène a marqué la fin de cette cérémonie commémorant les 59 ans d'existence de la Côte d'Ivoire indépendante.

KANATE MAMADOU



On a assisté hier à une démonstration de maniement d'armes des éléments des forces de l'ordre et de sécurité.



Le défilé des Faci a été fortement apprécié. (PHOTOS:HONORÉ BOSSON)

Agoa 2019

# Les recommandations

Après 72 heures de travaux, le rideau est tombé sur la 18<sup>e</sup> édition du forum relatif à la Loi sur la croissance et les opportunités de développement en Afrique (Agoa), avec de nombreuses propositions.

Après trois jours d'intenses travaux à Abidjan, la 18<sup>e</sup> édition du Forum relatif à la Loi sur la croissance et les opportunités de développement en Afrique (Agoa) a fermé ses portes le 6 août, au Sofitel Abidjan hôtel Ivoire, à Cocody. Plusieurs recommandations sont tombées au sortir de ce rendez-vous qui a enregistré une "participation record", selon le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des Pme, Souleymane Diarrassouba, qui représentait le Premier ministre à la clôture. Avec 36 pays éligibles à l'Agoa dont 28 représentés par leurs ministres en charge du Commerce et plus de 1300 participants.

Ces conclusions, qui visent à booster les relations commerciales entre les États-Unis et l'Afrique portent, entre autres, sur l'intégration des chaînes de valeur mondiales via l'Agoa dont l'objectif sera d'attirer les investissements et de promouvoir l'industrialisation de l'Afrique, la réorganisation des pôles de commerce et d'investissement de l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid) sur une base régionale et continentale, afin d'accroître le commerce américano-africain. Elles portent également sur le partage des outils de la nouvelle initiative de Women's global development and prosperity (Wgdp) qui vise à accroître l'esprit d'entreprise chez les femmes et les jeunes, le renforcement de l'investisse-

ment dans les infrastructures qui constitue un des moteurs essentiels du progrès et de l'accroissement des investissements étrangers et le développement d'une économie numérique robuste en Afrique. En vue de créer un environnement d'ouverture qui facilite les investissements et les échanges commerciaux, et récompense l'innovation.

Ces recommandations s'intègrent dans ce qui pourrait être considéré comme la déclaration d'Abidjan : « Développer un nouveau paradigme commercial pour orienter le commerce et les investissements entre les États-Unis et l'Afrique ». Selon le ministre du Commerce, elles auront, « le mérite de nous amener à tendre vers des mesures harmonisées visant à atteindre les objectifs escomptés ».

Selon le représentant du gouvernement ivoirien, ces recommandations doivent être suivies et régulièrement évaluées. Il a appelé les États membres à les traduire en actes pour engager de façon irréversible les deux zones sur la trajectoire du nouveau paradigme pour le développement du commerce et des investissements. « Les résultats importants auxquels nous sommes parvenus et qui sont à saluer me permettent d'affirmer que le forum Agoa 2019 a tenu toutes ses promesses », s'est félicité Souleymane Diarrassouba. Dans un communiqué des services de l'ambassade des États-Unis



Souleymane Diarrassouba, représentant le Premier ministre, a procédé à la cérémonie de clôture, en compagnie du secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines des États-Unis, Tibor Nagy.

en Côte d'Ivoire transmis aux médias, le secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines, Tibor Nagy, a expliqué, au cours de cette rencontre, sa vision des échanges commerciaux entre les Usa et l'Afrique. « Je dis toujours que nous devons voir l'Afrique à travers le pare-brise et non le rétroviseur. Cette affirmation illustre pour moi la promesse que représente l'Afrique », a-t-il déclaré. Tibor Nagy a, par ailleurs, exprimé sa satisfaction de voir les activités commerciales des pays bénéficiaires de l'Agoa se développer, donnant l'exemple du commerce non-pétrolier qui

a augmenté de plus de 300% depuis 2001, et du développement de ces industries non-pétrolières ayant contribué à créer près de 300 000 emplois directs dans les pays bénéficiaires. De même, le secrétaire d'État adjoint a expliqué que la nouvelle stratégie de l'administration Trump pour l'Afrique élève la relation des Usa avec le continent à une toute nouvelle échelle, à laquelle les échanges commerciaux et les investissements avec l'Afrique constituent une priorité. Il a également mis l'accent sur l'importance de la jeunesse africaine et de la promotion de

la paix et de la sécurité, dans l'établissement d'un environnement stable et attrayant pour les investissements.

Tibor Nagy a fait remarquer que l'engagement économique de son pays en Afrique ne se limite pas à l'Agoa et a mentionné l'initiative Prosper Africa, qui soutient les importateurs et les exportateurs africains, et stimule les investissements en établissant des équipes de facilitation des affaires dans les ambassades américaines à travers le continent. L'accès préférentiel au marché américain à travers l'Agoa a permis d'accroître le niveau des échanges commerciaux avec le pays de Donald Trump de plus de 70% sur la période 2008-2013.

## Engagement de la Côte d'Ivoire

En procédant à la clôture de ce grand rendez-vous, Souleymane Diarrassouba a rassuré toutes les parties prenantes que, concernant la partie ivoirienne, le gouvernement est résolument déterminé à créer le cadre nécessaire pour « accompagner toutes les forces de production et de transformation » des produits ivoiriens d'exportation et l'amélioration des services, en vue de répondre aux exigences du marché américain. « Notre stratégie nationale Agoa vise au renforcement des capacités des opérateurs économiques, des facilités d'acquisition du crédit et des informations appropriées, en vue d'optimiser l'accès au vaste marché

américain. Il s'agit également d'ouvrir au développement des infrastructures inter-États, à l'assouplissement des barrières tarifaires et non tarifaires en vue d'accroître les échanges commerciaux inter-États dans le cadre de la Zlecaf, de renforcer les économies africaines ainsi que leur capacité à tirer meilleur profit de l'Agoa », explique le ministre.

Le Chef de l'État, Alassane Ouattara, à l'ouverture officielle, le 5 août, rappelait que, la stratégie nationale Agoa a pour objectif de « hisser notre pays au premier rang des pays membres de l'Agoa à travers la diversification et l'amélioration de la compétitivité de nos produits ». S'appuyant sur trois principaux axes, à savoir les appuis techniques et le renforcement des capacités du secteur privé, la promotion des investissements et l'accès aux financements et la promotion du label ivoirien sur le marché américain, cette stratégie nationale vise à accroître les exportations vers les États-Unis en passant d'un milliard de dollars (environ 550 milliards de Fcfa) aujourd'hui à 3,5 milliards de dollars (environ 1925 milliards de Fcfa) à l'horizon 2025, sur les filières de la confection-habillement, des fruits tropicaux transformés, de manioc et ses dérivés, de l'amande de cajou, du miel naturel et du karité.

Les États-Unis vont accueillir la 19<sup>e</sup> édition ■

ANOH KOUAO

## • Salon international du café, cacao, cajou New York accueille la 3<sup>e</sup> édition

Investir dans la transformation agricole en Côte d'Ivoire et en Afrique », c'est le thème autour duquel se tiendra du 12 au 14 décembre prochain, à New York, la 3<sup>e</sup> édition du Salon international du cacao, café et de la noix de cajou (Sica). L'annonce a été faite par Bertrand Diby Aho, commissaire général dudit salon, le 6 août à l'Hôtel Ivoire, à l'occasion de la 18<sup>e</sup> édition du forum de la loi sur la croissance et les perspectives économiques (Agoa). Objectif de ce salon : renforcer la coopération bilatérale entre la Côte d'Ivoire et les États-Unis en matière de transformation industrielle du café, du cacao et de l'anacarde ; faire connaître aux acteurs économiques mondiaux les opportunités qui leur sont of-

ferentes dans ces secteurs. Sont attendus à cet événement plus de 1500 participants, notamment des opérateurs économiques, des organisations de producteurs, des fabricants de chocolat, des Ong, issus de plusieurs pays d'Afrique dont la Côte d'Ivoire, le Maroc, le Sénégal, le Cameroun, le Ghana. « Ce sera un événement de haute portée économique et commerciale. La Côte d'Ivoire en est l'invitée d'honneur. Notre pays est le premier producteur mondial de cacao et le deuxième du cajou. L'objectif est de transformer 50% de nos matières premières. Donc, le Sica est une plateforme qui vient à point nommé d'autant plus qu'il nous permettra de faire la promotion de nos produits agricoles », s'est félicité le

commissaire général. Il a ajouté que le choix des États-Unis pour abriter cette rencontre n'est pas fortuit. « C'est un pays industrialisé. Les Américains ont la technologie de transformation. Nous avons la matière, donc c'est une manière de les inviter à venir investir en Côte d'Ivoire afin de créer des emplois dans les secteurs de l'anacarde et du cacao », a-t-il soutenu. Puis de préciser que cette édition bénéficie de l'appui des ministères de l'Agriculture et du Commerce. Ce salon de New York sera marqué, au dire de Bertrand Diby, par des panels, des communications orales, des expositions, des rencontres B to B ■

E.MELINE P. AMANGOUA

## • Projets jeunes Un financement de 22 milliards de Fcfa annoncé

Bonne nouvelle pour la jeunesse ivoirienne. Touré Mamadou, ministre de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes, a annoncé un financement de 22 milliards de Fcfa en faveur des jeunes porteurs de projets. Il s'agit du volet consacré à la société civile, l'une des trois composantes du forum de la Loi sur la croissance et les perspectives économiques (Agoa) tenu du 4 au 6 août à Abidjan. Le ministre était en face des jeunes et surtout des femmes entrepreneurs venus des pays éligibles à l'Agoa. À cette occasion, Touré Mamadou s'est réjoui de la tenue de ce forum en

terre ivoirienne, un sommet qui permet de développer un nouveau paradigme commercial et les investissements entre les États-Unis et l'Afrique. Touré Mamadou a rappelé que l'entrepreneuriat des jeunes est au cœur de la politique économique du gouvernement ivoirien. Il citera à cet effet quelques initiatives majeures. Notamment le Fonds d'appui aux femmes de Côte d'Ivoire (Fafci) initié par la Première dame Dominique Ouattara, le déblocage de près de 300 milliards de Fcfa pour l'employabilité des jeunes dans le cadre du Millennium challenge corporation. Le ministre en charge de l'Emploi des jeunes a, par

ailleurs, salué le recul de la corruption en Côte d'Ivoire. D'ailleurs, s'appuyant sur les données statistiques, il a fait savoir que le pays est passé de la 134<sup>e</sup> à la 103<sup>e</sup> place en moins de 5 ans.

Il faut noter que ce forum consacré à la société civile a permis de faire un pitch des jeunes entrepreneurs. Au terme de ce concours, des prix ont été décernés à trois groupes de femmes. Elles bénéficieront d'un accompagnement des États-Unis dans la commercialisation de leurs produits, la formation et l'encadrement ■

E. P. AMANGOUA

SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE

Alassane Ouattara annonce de bonnes nouvelles aux Ivoiriens

Vers un retour au prix bord-champ de 1000 fcfa le kg de cacao  
Le budget du Psgouv attendu à 1000 milliards fcfa d'ici à fin 2019

Le traditionnel discours à la Nation du 7 août a pris un format tout particulier au titre de cette année 2019 qui commémore le 59<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de la Côte d'Ivoire. Le président de la République Alassane Ouattara a préféré quelque chose de plus interactif, d'où l'interview à laquelle il a bien voulu se soumettre, et qui lui a donné l'occasion de faire un bilan des actions menées courant 2019. Particulièrement en ce qui concerne les questions d'ordre économique et sociale, le chef de l'État a présenté un tableau complètement réjouissant, annonçant à la clé d'autres bonnes nouvelles qui devraient s'inscrire dans la logique des actions visant l'amélioration des conditions de vie des popula-



Alassane Ouattara entend poursuivre sur la voie de l'amélioration des conditions de vie des Ivoiriens. (Ph. DR)

tions. Au nombre de celles-ci, la probable remontée du prix d'achat du cacao aux planteurs. «Le 1<sup>er</sup> octobre prochain, nous allons augmenter le prix du cacao. Je veux qu'on revienne au prix de 1000 francs cfa rien a poursuivi, expliquant qu'en 2015, son gouvernement a augmenté à 1000 fca le prix bord-champ du kg de cacao. Soulignant qu'il va reprendre cette stratégie «d'augmenter régulièrement le prix aux producteurs» et faire en sorte que «ce soit la même chose pour la noix de cajou, le coton ainsi que les autres produits exportés en Afrique». Ouattara qui dit être déterminé à transformer positivement la condi-

tion sociale de l'Ivoirien, a informé également, dans ses réponses aux questions de son interviewer, que l'enveloppe dédiée au financement des projets définis dans le cadre du Programme social du gouvernement (Psgouv) va passer de 725 Psgouv à 1000 milliards de fca d'ici à la fin de l'année parce que nous avons maintenant les financements. Nous nous étions arrêtés à 725 milliards parce que c'était le financement que nous avions. Mais grâce à la Banque africaine de développement (Bad, Ndir) et maintenant le Fonds monétaire international (Fmi, Ndir), nous allons pouvoir amener ce programme social à 1000 milliards de fca», a fait savoir l'ex-directeur général ad-

joint du Fmi. Ouattara a également évoqué la question de la mobilité, non seulement des personnes, mais également des marchandises. Sur l'important sujet concernant les routes, il a informé que toutes les régions doivent être connectées. C'est ce que nous faisons et vous verrez dans 2 ou 3 ans que nous aurons du goudron un peu partout pour relier les capitales régionales». L'ex-Premier ministre d'Houphouët-Boigny a ajouté que les routes secondaires ne seront pas oubliées dans son plan d'actions, ni même les pistes «pour permettre à la population d'aller d'un endroit à un autre sans compter plus aisément, mais aussi pour faciliter la

circulation des biens et services». «Tout cela contribuera à faire baisser les prix des matières premières locales et les biens de consommation», a précisé Ouattara, promettant de continuer à mettre en place les services bénéfiques aux populations à travers la poursuite de la construction de l'autoroute Abidjan-Bouaké-Ferké-Ouaga. Ce chantier sera «réalisé dans les deux à trois prochaines années», a encore promis le chef de l'État. Pour le reste, Alassane Ouattara a rappelé les «bonnes performances économiques» réalisées par la Côte d'Ivoire «depuis son accession au pouvoir». A savoir que durant les 8 ans qu'il occupe le fauteuil prési-

dentiel, le pays a enregistré «des taux de croissance à peu près de 8 à 9 %». Toute chose qui a eu pour effet, selon lui, le fait que le Produit intérieur brut (Pib), c'est-à-dire la richesse nationale, a doublé de 2011 à 2019. Si dans le même temps, le Pib par habitant n'a pas connu la même croissance, Ouattara a donné la raison : c'est à cause de l'augmentation de la population. «Mais néanmoins le revenu par tête d'habitant a augmenté de 40%. Ceci devra continuer, je suis très confiant. Et je dois dire à mes concitoyens que nous allons continuer sur la bonne voie de la prospérité».

Elysée LATH

Un bilan très peu équilibré

Alassane Ouattara, dans son interview-bilan, a présenté uniquement les «points forts» «les points positifs» de sa gouvernance des 11 derniers mois. Un bilan qui, de notre point de vue, est très peu équilibré, sinon déséquilibré. Pour Alassane Ouattara, tout va bien, et même très bien dans le pays. Tous les voyants sont au vert. Il est allé plus loin, affirmant qu'en 8 ans, il a fait plus que ce qui a été fait pendant les 50 premières années de l'indépendance de la Côte d'Ivoire. Qu'il a éduqué dans son ensemble à être infectée, infestée et affectée par cette gangrène qu'est la corruption, le racket. C'est bien souvent qu'à l'approche des examens de fin d'année scolaire, les élèves supplient les parents pour avoir un peu d'argent pour éviter de prendre un zéro systématique aux épreuves physiques ou orales. Parce que finalement, ils ne sont plus interrogés sur les sujets qui leur sont soumis. Mais plutôt combien de fca ils ont pour l'examineur. Les grèves interminables aussi ont fini par abrutir nos jeunes frères et sœurs au point où, faire une phrase correcte dans la langue héritée de la colonisation, relève d'un miracle. Les jeunes ne peuvent pas écrire correctement leurs propres noms.

L'incivisme est le lot quotidien des Ivoiriens. La cherté de la vie n'a pas reculé. Au marché, les articles qu'autrefois l'on pouvait acheter à 50 fca, coûtent aujourd'hui trois à quatre fois plus cher. La question du chômage des jeunes attend toujours solution. A quoi répond cette course contre la montre ?

La société toute entière est en proie aux actes de corruption. «C'est comme ça y est. Ce n'est pas moi qui vais changer ça», entend-on dire dans la capitale économique.

De nouveaux hôpitaux sont annoncés chaque jour, et pourtant Dieu seul sait combien d'Ivoiriens meurent par jour, faute de prise en charge médicale.

En 8 ans, le pouvoir Ouattara a beaucoup fait certainement. Mais en 8 ans aussi, le pouvoir a laissé faire beaucoup de choses anormales dans une société qui se veut émergente. Et il faut avoir le courage de relever les impairs et les adresser avec un peu plus de fermeté.

La question de la dette. Lorsqu'elle est soulevée, la réponse, est aussitôt connue : «Nous sommes largement en deçà de la norme communautaire». Mais il est bon aussi de souligner que le régime Ouattara a hérité d'une remise de la dette ivoirienne contractée auprès de la France et de bien d'autres partenaires, qui a permis au régime de financer des projets. Mais pourquoi alors s'endetter autant maintenant ? A juste titre, le Pr Mamadou Koulibaly écrivait hier mercredi 7 août 2019 qu'«en 8 ans, il [Ouattara, Ndir] a amassé beaucoup plus de dettes qu'en 50 ans. La dette cinquantenaire de la Côte d'Ivoire a été annulée pour lui, et en 8 petites années, il a réussi la prouesse d'accumuler plus de dettes que depuis 1960, sans pour autant que la dynamique de richesse accueillie n'atteigne le niveau des années 85-90, qu'il essaie en vain de rattraper, alors qu'il dispose de plus de moyens qu'aucun chef de l'État avant lui». Ce sont autant de questions sur lesquelles il convient d'informer les Ivoiriens avec un peu plus de rationalité. Les gens sont un peu plus instruits et ont les yeux ouverts sur la gestion de l'État. Plus rien n'est désormais caché. Alors un peu de transparence !

E.L.

COCODY BLOCKHAUSS

L'incendie d'une quincaillerie fait plusieurs blessés

Un incendie s'est déclenché lundi 5 août 2019 dans une quincaillerie à Blockhauss, un village-quartier dans la commune de Cocody. Fort heureusement, le feu a été circonscrit par les sapeurs-pompiers militaires, selon des témoins. L'incident s'est produit autour de 18h00 Gmt à la suite d'une bouteille de gaz ouvert et oublié et qui a pris feu dans ce magasin situé quasiment dans la deuxième rue du village. Alertés, les sapeurs-pompiers militaires se sont déportés sur les lieux, pulvérisant avec de l'eau le magasin en flamme. Les soldats du feu ont réussi à maîtriser les flammes aux environs de 20h Gmt, mais des dégâts importants étaient percep-



Le feu a tout ravagé dans le magasin de quincaillerie (Ph. L.B.)

tibles. Le magasin, aux dires d'un témoin, avait en son sein, des feuilles de tôle, du bois, de la peinture, de la vitrerie et des contre plaques. De nationalité nigérienne, A.T, propriétaire du magasin, très abattu

que nous avons rencontré, confie avoir tout perdu. Des blessés ont été enregistrés du côté des résidents jouxtant le magasin qui ont essayé d'éteindre le feu.

Landry BEUGRE (stg)

## ÉCHANGES COMMERCIAUX AVEC LES ÉTATS-UNIS Ce que des pays africains gagnent grâce à l'Agoo

L'engagement économique des États-Unis avec les pays d'Afrique depuis l'an 2000 se matérialise à travers l'Agoo (African Growth and Opportunity Act / Loi sur la croissance et les opportunités de développement en Afrique). La cérémonie de clôture, mardi 6 août 2019 du 18e forum Agoo qui a eu lieu au Sofitel Abidjan hôtel-ivoire dans la commune de Cocody a servi de cadre pour dresser le bilan de cette initiative pour l'Afrique.

« Grâce à l'Agoo, le taux de croissance dans des domaines essentiels a été substantiel. Le commerce non pétrolier sous l'égide de l'Agoo a augmenté de plus de 300% depuis 2001, et le développement de ces industries non pétrolières a contribué à 300 000 emplois directs dans les pays bénéficiaires, selon les estimations. L'Agoo a mené à de nombreux emplois indirects supplémentaires », a informé Tibor Nagy, secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines du Département d'État des États-Unis. Au titre des réussites de l'Agoo, il a cité la compagnie Alafia au Togo et au Ghana qui a créé 14 000 emplois pour les africains, la plupart étant des femmes. « Ce n'est qu'en 2007 que l'Éthiopie a commencé à uti-



Africains et américains ont fait le point de leur coopération commerciale. (Pb DRI)

liser le programme Agoo pour les chaussures. Pour autant, ces six dernières années, les exportations de l'Éthiopie, par le biais de l'Agoo, ont été multipliées par 45. L'Éthiopie est désormais le premier fournisseur substantiel Agoo de chaussures aux États-Unis », a indiqué Tibor Nagy. Il a également pris l'exemple du Kenya qui est aujourd'hui le second plus grand exportateur de produits non pétroliers dans le cadre de l'Agoo. « 70% de ses exportations se font en vertu de l'Agoo, la majorité en provenance du secteur agricole. Une forte demande existe manifestement

pour les produits kenyans aux États-Unis. On estime que ce secteur contribue à environ 30% du Produit intérieur brut (Pib), et l'exportation de ces produits soutient plus de 100 000 exploitants agricoles au Kenya », a mentionné le secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines. En 2019, faut-il le noter, 39 pays peuvent prétendre aux avantages de l'Agoo. L'éligibilité exige des pays qu'ils accomplissent des progrès en vue de l'établissement d'un environnement stable et attrayant pour les investissements.

Irène BATH

### D'importantes recommandations pour tirer le meilleur profit

Au terme du 18e forum Agoo qui a pris fin, le mardi 6 août 2019, au Sofitel hôtel Ivoire d'Abidjan-Cocody, les pays africains parties à cette initiative américaine, ont arrêté d'importantes recommandations qui devraient leur permettre de tirer le meilleur profit de l'Agoo pour les six années restantes, et même au-delà. Ces recommandations, il faut le noter, découlent des thématiques majeures qui ont été débattues au cours de ce forum. Le ministre ivoirien de Commerce, de l'Industrie et de la promotion des Pme, Souleymane Diarrassouba, dans son mot de clôture, a rappelé quelques-unes d'entre elles. Il a été retenu l'intégration des chaînes de valeur mondiales via l'Agoo dont l'objectif sera d'attirer les investissements et promouvoir l'industrialisation de l'Afrique ; la réorganisation des pôles de commerce et d'investissement de l'Usaid sur une base régionale et continentale afin d'accroître le commerce américano-africain ; le partage des outils de la nouvelle initiative de Wgdp (Women's global development and prosperity) qui vise à accroître l'esprit d'entreprise chez les femmes et les jeunes ; le renforcement de l'investissement dans les infrastructures qui constitue un des moteurs essentiels du progrès et de l'accroissement des investissements étrangers ; et le développement d'une économie numérique robuste en Afrique en vue de créer un environnement d'ouverture qui facilite les investissements et les échanges commerciaux, et récompense l'innovation. Tous sont désormais engagés dans une nouvelle dynamique : « Développer un nouveau paradigme commercial pour orienter le commerce et les investissements entre les États-Unis et l'Afrique ». Il revient maintenant à chacun des États membres, a précisé le ministre Diarrassouba, de traduire ces recommandations en actions concrètes pour engager de façon irréversible les deux continents sur la trajectoire du nouveau paradigme pour le développement du commerce et des investissements. En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, il a informé que le gouvernement est résolument déterminé à créer le cadre nécessaire pour accompagner toutes les forces de production et de transformation des produits ivoiriens d'exportation et d'amélioration des services, en vue de répondre aux exigences du marché américain.

E. LATH

## 7E ÉDITION DE LA JOURNÉE NATIONALE D'EXCELLENCE

# Les performances de 81 personnes récompensées par le président Ouattara



Tous les lauréats ont posé pour une photo de famille, en compagnie du couple présidentiel et les présidents d'institution (Pb DRI)

Le palais présidentiel d'Abidjan-Plateau a abrité le mardi 06 août 2019, veille de l'indépendance de la Côte d'Ivoire, la 7e édition de la Journée nationale de l'excellence. 81 personnes aussi bien physiques que morales, issues des secteurs public et privé ainsi que de la société civile ont vu leurs performances récompensées par le président de la République, Alas-

sane Ouattara. Le chef de l'État a décerné à chacune d'elles, le prix national d'excellence comprenant un diplôme, un trophée et une enveloppe de 10 millions de fct. Il s'agit de 37 personnes physiques dont 24 hommes, 12 femmes et un couple et de 44 personnes morales comprenant neuf structures publiques, 24 entreprises privées, 4 sociétés coopératives et Ong, 5 associations de développe-

ment et organisations socio-culturelles et 2 collectivisés territoriales. Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, président du comité d'organisation a informé que 3 nouveaux prix ont été institués pour l'édition 2019. Il s'agit du prix d'excellence de la lutte contre le désordre urbain décerné au maire de la commune de Koumassi, Cissé Ibrahim Baongo ; du prix

### 3 nouveaux prix institués

du meilleur artisan de paix et de cohésion sociale enlevé par Aka Kouamé Philippe et du prix de la promotion de l'investissement privé remporté par la direction du guichet unique du Centre de promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (Cepici). Le président de la République s'est réjoui de la création de ces 3 nouveaux prix, qui selon lui, s'inscrivent dans la prise en compte des préoccupations de ses concitoyens. Préoccupations liées à l'écologie, aux défis internes de la construction de la paix et de la cohésion sociale, ainsi qu'au développement économique de la Côte d'Ivoire. « Les succès enregistrés par le Prix national d'excellence constituent un motif de satisfaction pour nous tous. Ce prix, qui met en lumière des hommes, des femmes et des jeunes qui contribuent, au quoti-

dien, au rayonnement de la Côte d'Ivoire, constitue désormais une exhortation au changement d'attitudes et de comportements pour l'avènement de l'Ivoirien nouveau », a déclaré Alassane Ouattara. Il a félicité les lauréats de l'édition 2019, pour l'exemplarité de leur travail, dans leurs domaines d'activités respectifs. « Chers lauréats, vous avez su vous hisser au rang d'exemple pour vos sœurs et vos frères, en travaillant avec détermination et assiduité. Nous sommes très fiers de vous ! Je vous invite à persévérer dans vos efforts et à demeurer des modèles afin de contribuer à l'avènement de la Côte d'Ivoire nouvelle, émergente et prospère à laquelle nous aspirons tous », a ajouté le président de la République.

Franck SOUHONE